



ACTION INTERPROFESSIONNELLE

# AVANT, DÉBATTONS, LE 19 MARS, AGISSONS !

**Depuis plusieurs semaines, les questions de pouvoir d'achat (et donc des salaires), de justice fiscale, d'accès et de développement des services publics sont clairement posées sous différentes formes.**

**Nos luttes posent également ces sujets !**

Le Gouvernement s'évertue à faire de la pédagogie pour que les citoyens, les salariés, comprennent le bien-fondé de la politique menée.

Personne n'est dupe, dans la vie comme dans les entreprises, la démocratie est remise en cause, le Président vole aux plus modestes pour mieux distribuer aux riches.

La fermeture programmée de l'usine Ford de Blanquefort illustre cette politique. C'est « open bar » pour les grands patrons du CAC 40 en termes de niches fiscales et d'utilisation des salariés via la loi Travail, pour au final licencier 850 salariés après s'être rempli les poches d'argent public.

Les citoyens, les salariés ne peuvent plus rester à attendre le 20H pour compter les mauvais coups et baisser toujours plus la tête, **il faut AGIR !**

## À LA SNCF

Les politiques menées par la direction du Groupe Public Ferroviaire s'inscrivent dans la logique libérale de la politique gouvernementale.

Depuis le vote de la loi Pacte ferroviaire en juin 2018, le processus de déréglementation, de casse sociale et d'affaiblissement du service public ferroviaire est à l'œuvre. Véritable porte-serviette du Gouvernement, la direction du GPF ainsi que l'UTP (patronat ferroviaire) s'activent pour les premiers en tentant de passer en force concernant le pacte d'entreprise et ce, sans négociation pour les seconds en bâclant la négociation de la CCN de la branche ferroviaire.

C'est bien le dogme de l'ouverture à la concurrence qui conduit à casser les repères métiers en introduisant une polyvalence qui n'a pour seul objectif de supprimer des milliers d'emplois.



C'est encore et toujours sous couvert de la concurrence que des objectifs de productivité exorbitants sont inclus dans les conventions TER récemment signées. C'est aussi cette perspective qui justifie, aux yeux de l'entreprise, les déstructurations incessantes, visant à fragmenter artificiellement la production par activité, produit, ligne, en consacrant les moyens humains et matériels pour constituer des « lots détachables » à livrer clés en main aux appétits du privé.

Il est bien temps, pour certains élus, de faire des pétitions et d'haranguer les foules quand, au printemps dernier, ils fustigeaient les cheminots en lutte et signaient des deux mains une réforme ferroviaire. Celle-ci annonçait les suppressions de dessertes TGV et TER, la fermeture des gares et des guichets, la suppression massive d'emplois cheminots et la casse des métiers pour que cela rentre au chausse-pied dans la CCN du moins-disant.

Au nom du dogme de la concurrence, le quotidien des cheminots se dégrade (casse des emplois, hausse de la productivité, gel des salaires...).

**La CGT porte des propositions dans le GPF qui nécessitent l'ouverture rapide de négociations pour gagner :**

- **La ré-internalisation des charges de travail, notamment à l'Équipement ;**
- **Le recrutement de cheminots au Statut en nombre suffisant ;**
- **Des augmentations générales des salaires.**

Les cheminots créent des richesses, elles ont été estimées récemment à 890 M€ malgré 37 jours de grève. Exigeons une équitable redistribution de notre travail.

Dans le cadre de la négociation pour une CCN de haut niveau, la Fédération CGT des cheminots travaille un projet sur le contenu des métiers.

Plus largement, elle est porteuse d'un projet global pour le développement du service public Fret et Voyageurs intitulé « Ensemble pour le Fer ».

Celui-ci est toujours d'actualité et peut constituer les bases pour un retour à une entreprise publique unique et intégrée au service de l'intérêt général !

**Il est temps de dire stop à cette mascarade, révéler les mensonges de Monsieur Pepy et du Gouvernement. Le 19 mars 2019, la Fédération CGT des cheminots appelle les cheminots à se mettre en grève, à manifester pour un vrai service public ferroviaire au service de la Nation, pas de la finance !**

